

# THÉÂTRES, CAFÉS, ÉCOLES... LA VIE CONTINUE

*Promouvoir les grandes idées et gérer Paris, c'est la difficile équation que doit résoudre la Commune. Des distributions de nourriture aux spectacles en passant par la réglementation du travail, voici le quotidien des Parisiens sous l'administration communarde.*

PAR DENIS LEFEBVRE

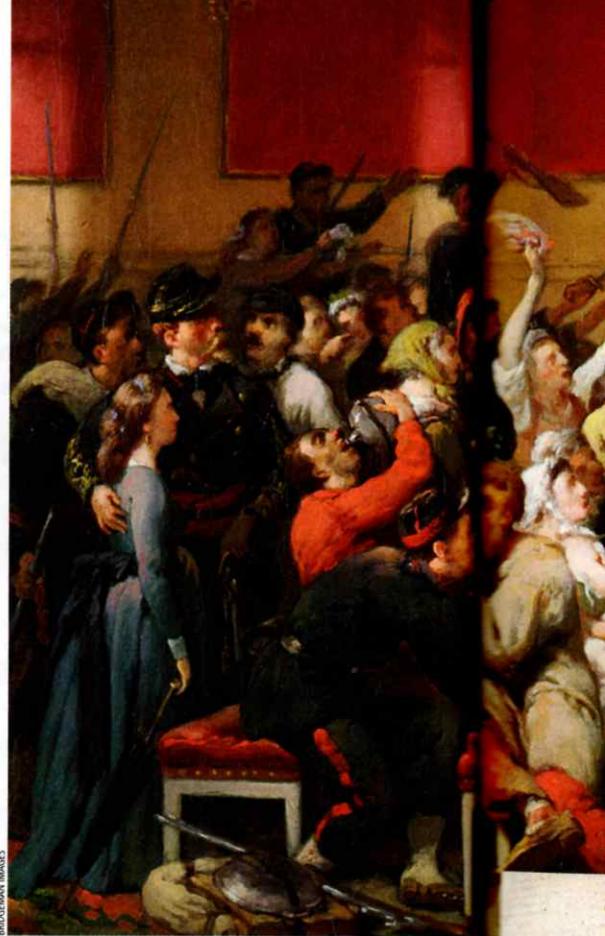
**Au sens classique du terme, une commune gère les affaires locales: les enjeux nationaux ne sont pas de son ressort.** Avec la Commune de Paris, nous sommes à un niveau supérieur: elle est aussi État. Un État réduit, bien sûr, enserré dans des limites géographiques étroites, qui plus est assiégé. Tout en s'occupant du quotidien des Parisiens, la Commune veut s'étendre au reste du pays, innover pour un avenir meilleur et servir de modèle. Tout s'interpénètre entre mars et mai 1871, de la « fête nuptiale de l'Idée et de la Révolution » – comme l'écrit Jules Vallès dans *L'Insurgé* – au bain de sang final.

Gérer le quotidien, c'est déjà donner à manger aux Parisiens. La ville ne souffre pas de la faim tout au long de ces semaines. Le blocus imposé par Thiers reste vain: les marchandises continuent d'être acheminées par la zone neutre, qui échappe au contrôle des versaillais et des troupes allemandes. Les Halles fonctionnent normalement, comme les abattoirs et marchés aux bestiaux de la Villette. La Commune aide les petits commer-

çants, fournit gratuitement du sel aux boulangers, suspend les « poursuites pour échéances » pour aider les endettés. Se tournant vers ceux qui acceptent de se contenter de marges modiques, elle leur cède, à des tarifs réduits, des produits dont elle dispose dans ses magasins: viande, légumes, café, etc. Quand la hausse des prix s'installe, elle prend des mesures pour la juguler, notamment en fixant les prix du pain et de la viande.

## Cantine au son du canon

La Commune a aussi besoin de frapper l'imaginaire, de montrer que la vie continue: elle maintient en avril les traditionnelles foires aux jambons et aux pains d'épices. Et pour inciter les commerçants à y participer, le prix des stands est réduit de moitié. Pour permettre aux plus pauvres de manger, certaines municipalités organisent des distributions de produits alimentaires. De son côté, Eugène Varlin maintient et amplifie le système de restauration qu'il a lancé en 1868, sous forme d'une coopérative, La Marmite: des repas



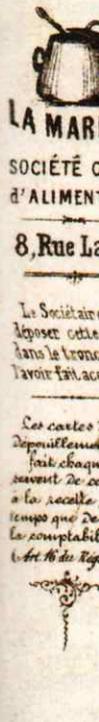
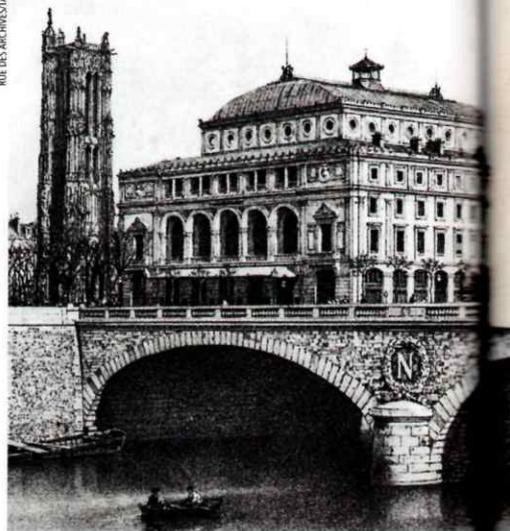
BERGEMAN IMAGES

**Pour le meilleur et le pire** Malgré le siège puis la guerre civile, on continue à maintenir un semblant de normalité, en se distrayant... et en s'aimant!

« Un mariage sous la Commune », par Paul-Félix Guerie (musée d'Art et d'Histoire, Saint-Denis).

**En scène** Comme les autres salles parisiennes, le Théâtre de la Ville reste ouvert durant la Commune. Œuvre de Gabriel Davioud en 1862, il sera incendié le 25 mai 1871 avant d'être reconstruit à l'identique en 1874.

RUE DES ARCHES/STANLINDER



**Res**  
qui te  
main  
la Co  
comm  
1868



## CARTE DE CONSOMMATION.

**LA MARMITE**  
SOCIÉTÉ CIVILE  
d'ALIMENTATION  
8, Rue Larrey.

Le Sociétaire doit  
déposer cette Carte  
dans le tronç après  
l'avoir fait acquitter.

Les cartes dont le  
dépouillement est  
fait chaque soir  
servent de contrôle  
à la recette au même  
temps que de base à  
la comptabilité.  
(Art. 16 du Règlement)

		F	C
05	Serviette		
10	Pain		
15	Bouillon		
20	Potage		
35	Ordinaire		
25	Bœuf		
35	Ragout		
20	Demi		
40	Rôtis		
25	Demi		
40	Bifteck & Cotel <sup>le</sup>		
	Plats du Jour		
15	Légumes		
10	id		
20	Salade		
10	Fromage		
15	Roquefort		
10	Desserts		
	id		
70	Vin 35-20-15		
15	Café		
05	Eau-de-Vie		
10	Liqueurs		
15	id		
20	Chartreuse		
	Bordeaux		
	Total.		

**Resto du cœur** Eugène Varlin, qui tombera sous les balles le 28 mai 1871, maintient, durant le siège puis sous la Commune, La Marmite, un restaurant communautaire pour les nécessiteux créé en 1868. • Menu de La Marmite (8, rue Larrey, 5<sup>e</sup> arr.).

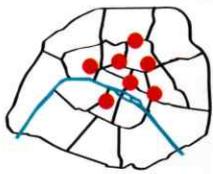
simples et de qualité y sont proposés à prix coûtant dans plusieurs établissements, lieu de discussion et d'échanges aussi, où il est possible de lire des journaux.

Ces quelques semaines n'en finissent pas d'étonner, car nombre de Parisiens continuent de vivre comme si de rien n'était. Les théâtres et cafés-concerts restent ouverts pratiquement jusqu'aux dernières heures. De belles soirées sont organisées dans des lieux renommés, à la Gaîté lyrique ou au Théâtre du Châtelet, et les titres des pièces de théâtre méritent de ne pas être oubliés: *Le Siège des épiciers*, *Le Canard à trois becs*, *Froufrou*, *L'Homme aux 67 femmes*, *Le Prince Toto...*

La bonne humeur est de mise pour certains, et l'actrice Aimée Desclée (1836-1874) écrit à une amie, le 12 avril: «Je rentre du Demi-Monde. Figure-toi que nous avons une très belle recette. On entendait le canon de temps en temps et le public était très gai.» La Commune organise, de son côté, des activités culturelles, s'inscrivant dans une autre démarche. Le

6 mai, au palais des Tuileries, «servant pour la première fois à une œuvre patriotique», se tient un grand concert «au profit des veuves et des orphelins de la République». Le 21 mai, place de la Concorde, un festival de toutes les musiques de la Garde nationale est organisé. Paul Ginisty écrit à ce propos dans son *Paris intime en révolution* (1904): «Le canon, tout proche, troubla les derniers morceaux.» Pour se limiter au théâtre, la Commune veut en finir avec le théâtre léger, sensuel, blagueur du Second Empire, pour l'orienter, avec Édouard Vaillant, vers l'éducation civique, et en faire un «grand établissement d'instruction».

Il reste que Paris est coupé en deux, selon les quartiers et le milieu social. On le voit au niveau des distractions des enfants. Les uns continuent de bénéficier de loisirs correspondant au statut de leurs parents. Ils vont au guignol, mais pour un spectacle modifié: maintenant, c'est le communard qui est rossé! Les autres jouent aux billes au pied des barricades, dans les quartiers populaires. Une autre manifestation de la lutte des classes!



# ADMINISTRER, QUAND MÊME

**La Commune doit gérer le quotidien des Parisiens, alors que nombre de fonctionnaires, sur instruction de Thiers, ont quitté leur poste, en emportant souvent leur matériel et le numéraire.**

Confié au ciseleur Theisz (1839-1881), le service des postes est remis en service, mais au prix de nombreuses difficultés. Il faut imprimer des timbres – les stocks ont disparu –, les seuls modèles disponibles sont à l'effigie de Napoléon III... Peu importe! Pour échapper au contrôle des versaillais, chaque jour, des paquets de correspondance sont apportés et postés en banlieue, à Vincennes ou Saint-Denis. Ils sont souvent confiés à des sociétés privées, car la Commune manque de personnel. Dans un rapport, on peut lire: « Ces gens-là exploitaient la population, mais nous ne pouvions les suppléer. Nous fûmes obligés de fermer les yeux. » La machine doit tourner, des concessions s'imposent.

Services publics encore, autour de l'enseignement, qu'il faut reprendre au « privé », c'est-à-dire aux congrégations, qui sont chassées. Les municipalités, du moins celles qui jouent le jeu, gèrent ce secteur, en ne se limitant pas à la question éducative au sens strict: celle du 20<sup>e</sup> arrondissement habille et nourrit les enfants, jetant ainsi les bases de ces caisses des écoles et des cantines scolaires. Le social, encore. En supprimant les « bureaux de bienfaisance qui enchaînent le pauvre au gouvernement et au clergé », comme l'écrit le communard Lissagaray (1838-1901), la Commune entend les remplacer par un bureau d'assistance dans chaque arrondissement sous la direction d'un comité communal.

Oui, la question sociale est essentielle, et de nombreuses mesures sont prises: remise des dépôts faits au Mont-de-Piété ne dépassant pas 20 francs; remise des loyers échus et à échoir du 1<sup>er</sup> octobre 1870 au 1<sup>er</sup> avril 1871. Sur ce dernier point, Flaubert tonne, dans une lettre

phelins. Un chroniqueur conservateur fustige cette décision qui détruirait « la famille civile pour lui substituer celle de la fantaisie » et encouragerait et propagerait la prostitution, pas moins. Zola ne vaut guère mieux, qui écrit de son côté: « On croirait que ces messieurs ont semé des bâtards dans leur jeunesse, à ce point qu'ils chargent la patrie de donner une mère à leur nombreuse famille. »

Certes, nombre de ces réalisations n'ont duré que quelques semaines, mais elles ne concernaient pas que le quotidien: le regard porté était plus vaste, et anticipateur. Quelques ultimes exemples peuvent être pris. Dans le domaine de l'enseignement, les communards se tournent vers l'avenir, en ouvrant l'éducation aux filles et en créant un enseignement professionnel. En instituant un conseil supérieur des Postes, qui augmente les traitements et décide que les aptitudes des travailleurs seront constatées par voie d'épreuves et d'examen, ils leur offrent un vrai statut, installent des

règles précises, donnent de meilleures conditions de travail. Et que dire des boulangers? En interdisant le travail de nuit, la Commune proclame avec force que la société doit s'adapter aux hommes, doit respecter leurs conditions de vie. Lissagaray l'a bien compris, quand il écrit qu'il s'agit d'une « mesure d'hygiène autant que de morale ». En quelques semaines, des graines ont été semées, tournées vers l'avenir et dépassant le strict cadre parisien. Même un chroniqueur conservateur comme Edmond Lepelletier a pu écrire dans son ouvrage sur la Commune: « La France républicaine du XX<sup>e</sup> siècle n'existerait pas sans les événements de 1871. » Sur bien des points, l'utopie de la Commune de Paris est devenue une réalité. ♦



**Courrier suivi** Bien souvent, la Commune anticipe les décisions que prendra la III<sup>e</sup> République, comme le recrutement du personnel par examen, ainsi que le décide Albert Theisz, le directeur des postes.

à George Sand: « Le gouvernement se mêle désormais du droit naturel; il intervient dans les contrats entre particuliers. » Il ne comprend pas que de nouveaux rapports sociaux peuvent naître!

## La « fantaisie » menace la famille

L'écrivain n'est pas le seul à s'emporter, surtout quand la Commune aborde des questions fondamentales, comme celle de la reconnaissance de l'union libre. Elle ose, en effet, s'attaquer à la famille traditionnelle, en accordant une pension aux enfants, qu'ils soient reconnus ou pas, d'un garde national tué pour la défense des droits du peuple. Mais les adversaires sentent qu'une porte s'ouvre, au-delà de la question des or-

# Les journaux tirent à feuillets rouges !

*La presse communarde, militante, démocratique et éducatrice, se revendique de l'esprit de 1789...*

PAR CORINNE SAMINADAYAR-PERRIN

**La Commune de Paris constitua un événement médiatique de premier plan.** La presse d'opposition a joué un rôle décisif dans les dernières années du Second Empire. Dès septembre 1870, les journaux républicains appellent à la levée en masse contre l'invasion étrangère, à la vigilance face à un gouvernement de « capitulards », à la défense de la jeune République menacée par une Chambre des députés réactionnaire. Au printemps 1871, la capitale voit (re)flourir tout un bouquet de journaux socialistes et

révolutionnaires: *Le Vengeur*, de Félix Pyat, *Le Mot d'ordre*, de Rochefort, *Le Cri du peuple*, de Vallès, *Le Père Duchêne* [et son édition illustrée, *Le Fils du père Duchêne*] – qui enverra au combat, en avril, un bataillon à son nom. Dans la capitale bientôt encerclée et assiégée par les versaillais, ces titres bénéficient d'une large audience populaire, favorisée par la vente au numéro à dix centimes ou à un sou, et la réputation de leurs rédacteurs, pour la plupart engagés dans la littérature et le journalisme militants depuis des années, voire plusieurs décennies (Pyat fait partie de la « vieille garde » des quarante-huitards). Enfin, lors de la « semaine sanglante » et au cours des mois qui suivent, la bataille médiatique vise à fixer la mémoire de l'événement: la presse versaillaise se déchaîne contre les barbares, cependant que les journalistes communards, en exil ou en déportation, ne pourront répliquer librement que dix ans plus tard, après l'amnistie. L'ensemble de ces débats trouve un large écho dans la presse internationale, qui, comme l'a montré Quentin Deluermoz (*lire p. 22-25*), s'intéresse vivement à la Commune et à la guerre civile du printemps 1871 – les journaux sont sensibles au sensationnalisme de l'événement,

mais aussi à sa portée historique, politique et sociale, ainsi qu'à ses possibles prolongements dans d'autres zones géographiques.

L'impact de la presse de la Commune s'explique d'abord par la vocation démocratique et sociale que revendique le journalisme révolutionnaire, lequel entend répercuter dans l'espace public les voix d'en bas: un titre comme *Le Cri du peuple* est révélateur, tout comme la pratique de l'anonymat et l'imaginaire des lectures collectives, dans la rue, la presse se trouvant relayée par les affiches qui envahissent la capitale. Le souvenir de la Révolution joue un rôle décisif: *Le Père Duchêne* en témoigne, avec son argot populacier, ou comme *L'Ami du peuple* – Vermorel reprend l'intitulé du journal de Marat et son intransigeance révolutionnaire. La presse militante a pour mission de fédérer les énergies, en faveur d'une République authentiquement populaire, progressiste et sociale qu'incarne la Commune face à une Assemblée de ruraux et de paniquards – d'où l'interdiction des journaux « réactionnaires », susceptibles d'égarer l'opinion par le mensonge et la calomnie. ♦

**Combattants de la liberté** Peu chers, rédigés par des journalistes chevronnés, les nombreux journaux imprimés lors de la Commune assument et affichent – dès le choix de leur titre – une mission révolutionnaire.

